L'hon. M. MACKENZIE: Je puis dire que nous étudions cette question très sérieusement.

L'hon. M. STEVENS: Quant à ce numéro, je me crois justifié d'appeler l'attention du ministre des Finances et du ministre du Revenu national sur un point que j'ai déjà discuté. Je veux parler de l'habitude qu'on a d'invoquer la protection d'un brevet pour empêcher l'importation de marchandises sur lesquelles on a déjà payé une redevance à l'étranger. Les marchandises ont apparemment été importées en vertu des lois douanières sans qu'on les ait violées. J'ai ici une lettre reçue ce matin qui est en faveur de l'opinion que j'ai exprimée en Chambre à plusieurs reprises. Elle m'est adressée par la succursale provinciale de la Saskatchewan, l'Association des Marchands détaillants; elle porte la date du 7 avril 1937 et le secrétaire provincial, M. McQuarrie en est le signataire. Elle se lit:

Le fait que vous avez soulevé la question relative à l'importation d'appareils électriques des Etats-Unis au Canada nous intéresse beaucoup.

Un de nos membres d'ici est harcelé par les avocats Smart et Biggar, d'Ottawa et représentants de la Compagnie Thermionics Limited.

Ce membre a acheté d'une compagnie de Chicago des ampoules de radio et la Compagnie Thermionics Limited, par l'entremise de leurs avocats Smart et Biggar, prétend qu'il a ainsi enfreint les droits de brevet de leur maison.

MM. Smart et Biggar, agissant au nom de la Compagnie Thermionics Limited, exigent de notre membre un état du nombre d'ampoules importées et vendues ainsi que du nombre qu'il a en magasin. Ils se déclarent prêts à régler la question des infractions antérieures si notre membre consent à payer comme dommages-intérêts 10 p. 100 de la valeur des ampoules vendues. Il lui demandent en plus de livrer à MM. Smart et Biggar ou à la Compagnie Thermionics Limited, 159, rue Bay, Toronto, toutes les ampoules qu'il a en mains et de signer l'engagement suivant:

Engagement

En guise de règlement de dommages pour violations antérieures, lequel règlement a été accepté par Thermionics Limited, je m'engage, par les présentes, à ne plus contrefaire les articles brevetés énoncés dans l'avis ci-inclus, tant que durera leur brevet.

Daté à Saskatchewan, ce... jour de mars 1937.

En présence de.....

Or, monsieur Stevens, vu que Thermionics Limited insiste auprès de notre membre pour qu'il effectue un règlement immédiat, je voudrais que vous me disiez le plus tôt possible si l'on peut espérer quelque amendement à la loi ou quelque changement dans les règlements qui permette à notre membre de vendre son stock qui consiste en plus de 200 lampes importées, à condition de payer à Thermionics Limited 10c. par lampe, soit maintenant, soit quand ces lampes qu'il a en magasin seront vendues.

Il y a deux ou trois choses que je voudrais souligner au comité. En premier lieu, de même que plusieurs autres pays, nous avons adhéré à une convention touchant les brevets

[Le très hon. M. Bennett.]

et droits d'auteur. En vertu de cette convention, toute invention au Canada, ou aux Etats-Unis ou dans n'importe quel pays signataire est brevetée dans ces divers pays et l'inventeur est protégé. Les lois concernant les brevets protègent amplement, d'après moi, les inventeurs. Lorsque dans un pays l'on fabrique des objets brevetés et que l'on acquitte les redevances voulues, on devrait pouvoir, suivant moi, faire circuler librement ces objets parmi les pays où ces brevets sont établis.

L'hon. M. DUNNING: La redevance étant déjà comprise dans le prix.

L'hon. M. STEVENS: Justement et étant donné aussi que l'importateur a acquitté les droits de douane sur le prix de vente en sus de la redevance. Je veux que l'on me comprenne bien. Je ne me plains pas de ce que l'on protège les brevets, je dis simplement qu'un commerçant canadien devrait avoir le droit d'acheter ses marchandises où bon lui semble, du moment qu'il les achète légalement, qu'il en déclare la valeur marchande à la douane et qu'il se conforme aux autres règlements du service douanier. Mais pour moi c'est outrepasser les prescriptions des lois relatives aux brevets que d'exiger une redevance sur les marchandises à leur importation, redevance qui, dans ce cas-ci représente 10c. par lampe. Si la loi sur les brevets permet de le faire, je dirai alors, comme je l'ai prétendu l'an dernier et l'année précédente, que l'on devrait la modifier. Ce n'est pas le seul cas. J'ai signalé la chose en 1935, l'an dernier et aussi au cours de cette session. Beaucoup de gens m'ont écrit à ce sujet.

Comment de petits marchands peuvent-ils se défendre contre une grande organisation? En ce qui concerne les accessoires électriques, il y a cinq sociétés qui sont groupées: Northern Electric, Canadian General Electric, Westinghouse et deux autres dont je ne me rappelle plus les noms. Ce groupement a retenu les services d'avocats de toutes les parties du Canada, non pas au nom de chacune des sociétés qui en font partie, mais en leur nom collectif, sous une raison sociale que je ne me rappelle pas en ce moment, pour surveiller ces marchands et leur adresser des lettres d'injonction contenant des demandes comme celles qu'indique la lettre dont j'ai donné lecture. Je demande instamment au Gouvernement d'examiner toute la question avant la prochaine session du Parlement et de modifier la loi de façon appropriée. Mon opinion, que j'hésite beaucoup à exprimer, c'est que ni la loi des brevets, ni la loi des douanes ni quelque autre statut du Canada n'autorise ce qui est indiqué dans cette lettre.